

Dix jours avant la rencontre au sommet entre Kim Jong-un et Donald Trump

mardi 15 mai 2018, par [Le Monde.fr](#), [MESMER Philippe](#), [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 14 mai 2018).

Sommaire

- [Corée du Nord : jusqu'où \(...\)](#)
- [Le sommet entre Donald Trump](#)
- [Suh Hoon, l'homme-clé du \(...\)](#)
- [Séoul prépare la future \(...\)](#)

Corée du Nord : jusqu'où ira la bonne volonté du régime ?

Pyongyang a annoncé samedi le démantèlement d'un site d'essai nucléaire. Mais les marges de négociation lors du sommet historique Trump-Kim du 12 juin restent floues.

La Corée du Nord, qui a annoncé samedi 12 mai le démantèlement de son site d'essai nucléaire de Punggye-ri, au nord-est du pays, entend donner à l'événement un écho mondial en invitant des observateurs et des journalistes étrangers à la cérémonie, qui aura lieu sur place, entre le 23 et le 25 mai. Selon l'agence de presse officielle KCNA, le démantèlement du site où furent effectués six essais nucléaires souterrains depuis 2006 consistera à dynamiter les tunnels creusés dans la montagne et en bloquer les entrées.

Un grand spectacle, diffusé par les télévisions du monde entier, qui ne sera pas sans rappeler la destruction de la tour de refroidissement de la centrale nucléaire de Yongbyon, en juin 2008, à la suite d'un accord passé dans le cadre des négociations à Six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie), qui resta sans suite en raison d'un différend avec Washington sur la vérification du démantèlement de l'arsenal nucléaire nord-coréen. Quatre mois plus tard, Pyongyang annonçait la reprise de son programme de retraitement de l'uranium.

Aujourd'hui, la situation est certes différente. Un sommet historique entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a été décidé pour le 12 juin, à Singapour. Pyongyang a donné un autre signe de bonne volonté en libérant trois Américains retenus prisonniers en République populaire démocratique de Corée (RPDC). Un geste salué par Donald Trump, qui l'a qualifié de « très intelligent et aimable ».

Des avancées, certes. Mais des interrogations demeurent à la fois sur la signification du démantèlement du site de Punggye-ri et sur les marges de négociations que s'accordent Etats-Unis et la RPDC dans les pourparlers de Singapour.

Positions éloignées

Selon certains analystes, le démantèlement du site ne constitue pas une véritable concession de la part de Pyongyang : après six essais, il serait devenu instable et inutilisable. Ce que conteste la RPDC, qui affirme que deux tunnels sont encore opérationnels. Les analyses d'images satellites par

les experts de 38 North, site web consacré à la Corée du nord, semblent corroborer les déclarations de Pyongyang. Le démantèlement du site indique surtout que la RPDC a désormais assez confiance dans ses capacités nucléaires pour se passer d'essais souterrains.

Au cours d'une réunion du comité central en avril, Kim Jong-un a déclaré que des essais nucléaires et balistiques n'étaient plus nécessaires, révélant aussi pour la première fois que la RPDC était capable de procéder à des « essais sous critiques » (par simulation sur ordinateur), comme le font des puissances nucléaires telles que les Etats-Unis, la Russie et la Chine. En d'autres termes, la RPDC peut sans doute se dessaisir des armes dont elle s'est dotée, mais elle n'entend pas renoncer à sa technologie nucléaire.

Lire aussi : Séoul prépare la future coopération économique avec la Corée du Nord

La grande inconnue du sommet du 12 juin à Singapour demeure le degré de compromis que chaque partie est prête à accepter. Pour l'instant, les positions sont éloignées : les Etats-Unis et leurs alliés exigent un processus de dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la RPDC. Et apparemment rapide : selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, citant des sources anonymes, Washington demanderait que Pyongyang transfère ses armes nucléaires et les matières fissiles dont elles disposent dans un pays tiers au cours des mois qui suivront le sommet.

UNE SIMPLE DÉCLARATION DE NON-AGRESSION SUFFIRAIT-ELLE, ALORS QUE LE RETRAIT DES ETATS-UNIS DE L'ACCORD AVEC L'IRAN INDIQUE LE PEU DE CAS QUE WASHINGTON FAIT DÉSORMAIS DE SES ENGAGEMENTS ?

Pour Pyongyang, le processus doit être graduel : donnant-donnant. Chaque concession ayant sa contrepartie. Une approche à laquelle souscrivent la Chine et la Corée du Sud (aucun calendrier n'a été mentionné dans le communiqué conjoint à la suite du sommet, en avril, entre le président Moon Jae-in et le dirigeant Kim Jong-un). En revanche, les deux Corées se disent favorables à une « dénucléarisation de toute la péninsule coréenne ». Aucune référence n'est faite à une dénucléarisation unilatérale de la RPDC. Ce qui pose la question du « parapluie » nucléaire américain sur la Corée du Sud et, plus largement, du système d'alliance des Etats-Unis en Asie du nord-est.

Quelles garanties ?

Pyongyang demande en échange de concessions sur son armement nucléaire des garanties de sécurité, dont la signature d'un traité de paix mettant fin à la guerre de Corée (1950-1953), suspendue à un simple armistice qui a laissé depuis près de soixante-dix ans deux armadas sur le pied de guerre de chaque côté de la zone démilitarisée séparant les deux pays. En quête d'un succès diplomatique, Donald Trump y serait disposé. Mais outre ce traité, qui conduirait à la normalisation entre les deux pays, quelles sont les garanties que peut attendre Pyongyang ?

Une simple déclaration de non-agression suffirait-elle, alors que le retrait des Etats-Unis de l'accord avec l'Iran indique le peu de cas que Washington fait désormais de ses engagements ? Désarmer, dans un tel contexte, serait pour le régime prendre un risque considérable. La maladroite référence à la Libye par John Bolton, conseiller pour la sécurité nationale de Donald Trump, comme précédent à suivre dans la dénucléarisation de la RPDC, n'a fait que rappeler aux dirigeants nord-coréens un exemple - la fin de Mouammar Kadhafi -, qui les a incités à accélérer leurs efforts pour se doter d'une force de dissuasion.

Même si la RPDC est prête à renoncer aux armes actuellement en sa possession, encore faudrait-il savoir leur nombre exact - de 10 à 16 en 2016 - et où elles se trouvent. De plus, le régime ne semble pas prêt à se défaire d'une technologie nucléaire avancée qui lui permettrait, le cas échéant, d'en

fabriquer rapidement de nouvelles. Et il disposera toujours d'armes chimiques.

Philippe Pons (Tokyo, correspondant)

*LE MONDE | 14.05.2018 à 05h56 • Mis à jour le 14.05.2018 à 06h58 :

http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2018/05/14/coree-du-nord-jusqu-ou-ira-la-bonne-volonte-du-regime_5298420_3216.html#hD45H47Q3YEFZPQH.99

Le sommet entre Donald Trump et Kim Jong-un aura lieu le 12 juin à Singapour

« Nous allons tous deux essayer d'en faire un moment très important pour la paix dans le monde ! », a écrit le président américain sur Twitter.

La date et le lieu de la rencontre faisaient l'objet de spéculations depuis des semaines. Le sommet historique entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un aura finalement lieu le 12 juin à Singapour, a annoncé M. Trump jeudi 10 mai dans un tweet.

« La rencontre très attendue entre Kim Jong-un et moi aura lieu à Singapour le 12 juin. Nous allons tous deux essayer d'en faire un moment très important pour la paix dans le monde ! », a écrit le président américain.

Remerciements après les insultes

Cette annonce intervient quelques heures après que M. Trump a accueilli, en pleine nuit, trois Américains libérés par Pyongyang. Le président américain, qui échangeait, il y a quelques mois, encore insultes personnelles et menaces apocalyptiques avec Kim Jong-un, a remercié dans la nuit le dirigeant nord-coréen et s'est dit optimiste sur sa rencontre avec lui.

« Je pense que cela sera couronné de succès », a affirmé M. Trump en accueillant les Américains libérés, rappelant que l'objectif central du processus diplomatique en cours restait la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Son secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, n'a pas exclu que le sommet dure plus d'un jour.

Cité par l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA, Kim Jong-un a qualifié le sommet à venir de chance « historique », estimant qu'il contribuerait à la construction d'un « bel avenir ».

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 10.05.2018 à 17h17 • Mis à jour le 11.05.2018 à 07h50 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2018/05/10/le-sommet-entre-donald-trump-et-kim-jong-un-aura-lieu-le-12-juin-a-singapour_5297168_3210.html#Ebt6GX3ykdTJP2X.99

Suh Hoon, l'homme-clé du rapprochement entre les deux Corées

Partisan du dialogue, le directeur du service de renseignement sud-coréen est l'un de meilleurs connaisseurs du régime du Nord.

Derrière Im Jong-seok, le secrétaire de la présidence sud-coréenne, Suh-hoon, le chef du renseignement sud-coréen, essuie une larme, après la signature de la déclaration engageant la péninsule vers la dénucléarisation et la paix, au village de la trêve de Panmunjom, le 27 avril.

L'image a ému. A la fin du troisième sommet intercoréen, organisé le 27 avril au village de la trêve de Panmunjom, alors que le président du Sud, Moon Jae-in, et le dirigeant du Nord, Kim Jong-un, signaient la déclaration finale engageant la péninsule vers la dénucléarisation et la paix, un photographe surprénait Suh Hoon essuyant discrètement une larme. Le directeur du NIS, le service national de renseignement sud-coréen, succombait à l'émotion d'un moment historique pour lequel il a joué un rôle décisif.

Depuis le début de l'année et la relance du dialogue intercoréen, l'homme de l'ombre se trouve particulièrement exposé. Il a accompagné la délégation sud-coréenne envoyée début mars à Pyongyang pour une rencontre avec Kim Jong-un qui a permis l'organisation du sommet. Il a joué les intercesseurs pour permettre la visite à Pyongyang du 31 mars au 2 avril de Mike Pompeo, aujourd'hui secrétaire d'Etat mais à l'époque directeur de la CIA. Il entretiendrait de bonnes relations avec Kim Yong-chol, responsable des relations intercoréennes à Pyongyang.

IL EST UN DES RARES À AVOIR RENCONTRÉ À PLUSIEURS REPRISES KIM JONG-IL QUI, SE SOUVIENT L'ANCIEN MINISTRE DE LA RÉUNIFICATION CHUNG DONG-YOUNG, « L'APPRÉCIAIT BEAUCOUP »

M. Suh a la réputation d'être « l'homme-clé dès qu'il s'agit de négocier avec le Nord, et certainement l'un des meilleurs connaisseurs du régime de Pyongyang », estime un proche de la présidence qui souhaite rester anonyme. Il a forgé cette expertise au cœur des services secrets, rejoints en 1980 après un diplôme obtenu à la faculté d'éducation de l'université de Séoul. Il choisit les questions nord-coréennes, l'une des trois grandes divisions du NIS - à l'époque Agence de planification de la sécurité nationale. Les deux autres sont les affaires internationales et le renseignement intérieur.

En 1996, il devient le premier Sud-Coréen envoyé vivre au Nord quand Séoul le nomme à la tête du bureau local de l'Organisation pour le développement de l'énergie dans la péninsule coréenne (KEDO), mise en place après l'accord passé en 1994 pour le démantèlement des activités nucléaires du Nord. L'accord prévoyait notamment la construction de deux réacteurs nucléaires à eau légère en République populaire démocratique de Corée (RPDC, nom officiel du Nord).

Cette expérience de deux ans amène Suh Hoon à participer aux négociations du premier sommet intercoréen de l'histoire, en 2000, entre le président du Sud Kim Dae-jung (1924-2009) et Kim Jong-il (1941-2011), le père de Kim Jong-un. Roh Moo-hyun (1946-2009) successeur en 2003 de Kim Dae-jung, le sollicite pour organiser le deuxième sommet intercoréen d'octobre 2007. Il est un des rares à avoir rencontré à plusieurs reprises Kim Jong-il qui, se souvient l'ancien ministre de la réunification Chung Dong-young, « l'appréciait beaucoup ».

Il n'est pas le premier responsable des services secrets à jouer un rôle-clé dans les relations intercoréennes. En 1972, le chef de la KCIA (ancien nom du NIS) Lee Hu-Rak (1924-2009), avait rencontré à Pyongyang Kim Il-sung (1912-1994), grand-père de Kim Jong-un, et signé la première déclaration bilatérale de l'histoire.

Progressiste

Suh Hoon quitte le NIS en 2008 pour des raisons politiques. Difficile pour ce progressiste de travailler avec une administration désormais aux mains du conservateur Lee Myung-bak. Jeune retraité, il poursuit ses travaux sur la Corée du Nord. Déjà passé par l'université américaine Johns-Hopkins qui abrite un centre d'études sur la RPDC, il finit une thèse à l'université Dongguk sur le nucléaire nord-coréen, qu'il considère comme un moyen pour Pyongyang de parvenir à un accord de sécurité avec les Etats-Unis. Il estime cependant que cette stratégie peut constituer « une limite institutionnelle au développement de la Corée du Nord ».

Il enseigne en parallèle à l'université pour femmes Ehwa, à Séoul. Ses activités et son implication aux côtés de M. Roh, dont Moon Jae-in était très proche, le conduisent à participer à l'élaboration du programme présidentiel de M. Moon. Ce dernier veut renouer le dialogue avec Pyongyang, réduit à néant par Lee Myung-bak et Park Geun-hye, présidente de 2013 à sa destitution en 2016. Le travail réalisé en amont lui permet de disposer à son élection en mai 2017, selon son entourage, d'une « vision extrêmement claire de la politique à suivre avec Pyongyang ».

SUH HOON, À L'ALLURE BONHOMME, À LA GESTUELLE ET AU PARLER MESURÉS, N'AURAIT GUÈRE D'ENNEMIS ET SERAIT TRÈS CROYANT

Nommé au lendemain de l'élection à la tête du NIS, Suh Hoon, à l'allure bonhomme, à la gestuelle et au parler mesurés, qui n'aurait guère d'ennemis et serait très croyant, s'impose à nouveau sur la scène intercoréenne, soulignant la nécessité du dialogue tout en rejetant l'idée d'un retrait des forces américaines stationnées au sud, même en échange de la dénucléarisation.

Il semble en revanche peu pressé de réformer le NIS, une institution pourtant critiquée pour sa tendance à se mêler de politique intérieure et à se retrouver impliquer dans des affaires de corruption. Ces affaires ont conduit en prison plusieurs de ses prédécesseurs. Ainsi Won Sei-hoon, condamné à quatre ans de détention pour avoir impliqué les services dans la présidentielle de 2012. Le NIS avait alors agi pour discréditer Moon Jae-in lors de sa première campagne.

Philippe Mesmer (Tokyo, correspondance)

* LE MONDE | 14.05.2018 à 10h50 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2018/05/14/suh-hoon-l-homme-cle-du-rapprochement-entre-les-deux-corees_5298565_3210.html

Séoul prépare la future coopération économique avec la Corée du Nord

L'accord signé entre les deux Corées lors du sommet du 27 avril prévoit de « promouvoir une croissance économique équilibrée et la coprosperité ». Le budget alloué par le gouvernement sud-coréen à la coopération avec Pyongyang a augmenté de 78 %.

Souhaitée par Séoul et Pyongyang, la reprise de la coopération économique entre les deux Corées dépend de la dénucléarisation du Nord, condition à la levée des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Lire aussi : « L'économie nord-coréenne désarçonne et trompe son monde »

La dynamique amorcée par le sommet intercoréen du 27 avril à Panmunjom, dans la zone démilitarisée (DMZ), intensifie les réflexions sur ce sujet, l'un des trois objectifs de la politique nord-coréenne du président sud-coréen Moon Jae-in, avec la dénucléarisation et la paix, d'une part, et l'établissement de relations durables, d'autre part. Le dirigeant du Nord, Kim Jong-un, veut de son côté et conformément à ses engagements vite développer l'économie de son pays afin d'améliorer le quotidien de sa population.

Le texte signé à la fin du sommet prévoit « la mise en œuvre des projets décidés dans la déclaration du 4 octobre 2007, afin de promouvoir une croissance économique équilibrée et la coprosperité ». La déclaration d'octobre 2007 avait été adoptée lors du précédent sommet intercoréen, à l'époque de la politique de rapprochement dite « du rayon de soleil » (2000-2008). Elle n'a jamais été appliquée en raison du gel progressif des relations, qui a suivi le changement de majorité présidentielle au Sud, en 2008.

Industrie, transports et tourisme

« Différents scénarios et leurs financements sont à l'étude », a expliqué mercredi 2 mai le ministre des finances, Kim Dong-yeon. Le budget du gouvernement sud-coréen alloué à la coopération économique avec le Nord a été fixé en 2018 à 248 milliards de wons (192 millions d'euros), 78 % de plus qu'en 2017.

L'administration Moon promeut trois axes de développement dans la péninsule, formant un « H » sur la carte. L'industrie et la logistique seraient la priorité le long de la côte de la mer Jaune (Ouest). Le transport et l'exploitation des ressources seraient celle le long de la côte de la mer de l'Est (mer du Japon). Tout au long de la DMZ - qui court sur 247 km d'est en ouest et qui enserre une zone préservée de toute intervention humaine depuis sa création en 1953 - seraient promues des activités autour du tourisme et de l'environnement.

La déclaration de Panmunjom envisage dans un premier temps le raccordement et la modernisation des lignes ferroviaires dans l'est de la péninsule. La relance des visites interrompues en 2008 au mont Kumgang, en Corée du Nord, mais proche de la DMZ, serait souhaitée.

La question se pose par ailleurs de la réouverture du complexe industriel de Kaesong, en Corée du Nord, où des entreprises du Sud ont investi et employé des Nord-Coréens de 2004 à sa fermeture, en 2016. « Il est un symbole des échanges, de la coopération, de la réconciliation et de la paix », estime Lim Eul-chul, de l'université Kyungnam. Mais sa réouverture « dépend d'un succès du sommet entre Kim Jong-un et le président américain Donald Trump », prévu fin mai ou début juin.

Réelles opportunités

Le secteur privé sud-coréen attend beaucoup de ce sommet. « Mon cœur se prépare déjà à l'idée d'une solide coopération économique, le temps venu », a déclaré Park Yong-maan, le président de la chambre sud-coréenne de commerce et d'industrie (KCCI), après la rencontre de Panmunjom. M. Park pourrait représenter le secteur privé lors des négociations avec Pyongyang.

La KCCI y voit de réelles opportunités. « L'économie nord-coréenne inclut de plus en plus d'éléments d'économie de marché, depuis que Kim Jong-un est au pouvoir », observait, le 19 mars, Kim Young-hee, de la Banque coréenne de développement, lors de la première conférence sur les perspectives économiques Nord-Sud organisée par la KCCI depuis 2015.

Du temps de la politique du « rayon de soleil », la KCCI a eu des contacts avec la chambre de commerce de la Corée du Nord et se dit prête à les réactiver. Des entreprises comme les géants de la construction maritime Daewoo Shipbuilding ou Samsung Heavy Industries avaient prospecté dans

les ports nord-coréens de Nampo (Ouest) et de Wonsan (Est).

Les nouveaux contacts pourraient se faire par le Comité intercoréen de coopération économique, structure créée après le sommet de 2007 mais en sommeil depuis.

Le réchauffement des relations suscite par ailleurs un intérêt pour la région longeant la DMZ. La valeur des terrains proches de cette zone parmi les plus militarisées du monde commencerait à monter. Ils avaient déjà intéressé les spéculateurs du temps de la politique du « rayon de soleil ». Certains avaient acheté des terrains minés, les avaient déminés avant de les revendre plus cher.

Philippe Mesmer (Tokyo, correspondance)

* LE MONDE ECONOMIE | 05.05.2018 à 11h46 • Mis à jour le 05.05.2018 à 14h29 :

http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/05/05/seoul-prepare-la-future-cooperation-economique-avec-la-coree-du-nord_5294799_3234.html#bSHfiMQxPp1X0ip8.99
